



## BOYCOTT DU COMITE TECHNIQUE

### « SUPPRESSIONS D'EMPLOIS »



La CGT finances publiques de Moselle a décidé de boycotter la 2<sup>e</sup> convocation au CTL emplois du 12 janvier 2017. L'organisation assume sa position et relaye le souhait des agents qui en ont marre d'être pris pour des paramètres ajustables.

Depuis 2002, plus de 35 000 emplois ont été supprimés à la DGFIP sans en mesurer toutes les conséquences. Aujourd'hui, alors que la loi de Finances 2017 prévoit encore 1 815 nouvelles suppressions d'emplois, la Moselle est à nouveau dans le trio de tête des départements sacrifiés !

**51 emplois passeront à la trappe en 2017 s'ajoutant aux 259 suppressions de ces dernières années.**

Ces chiffres sont édifiants mais ils sont pourtant bien réels dans un pays où chaque année les fraudeurs fiscaux cachent 60 à 80 milliards aux services de l'Etat.

Pour tenter de faire accepter ses choix, le nouveau directeur départemental n'a rien trouvé de mieux que de demander aux agents via des groupes de travail de rechercher, une nouvelle fois, des simplifications dans les missions.

Argument officiel : alléger les tâches des services.

Argument réel : faire participer les agents à la poursuite des suppressions d'emplois et **contourner les organisations syndicales** ou les diviser.

Certaines organisations ont fait le choix du dialogue avec la Direction par la lecture d'une motion en Comité Technique. La CGT Finances Publiques quant à elle souhaite continuer à mener des actions avec les agents et ne plus répondre favorablement aux invitations d'une Direction sourde à la souffrance de ses personnels.

#### **Pourquoi ce boycott de la CGT Finances Publiques de Moselle?**

Parce que les propositions de la Direction vont aggraver les conditions de travail des agents et détériorer le service rendu aux usagers.

Parce que c'est ensemble, en intersyndicale et avec l'ensemble des agents, et non seuls avec la Direction que nous devons agir pour :

- **Dénoncer cette politique de suppression d'emplois qui affaiblit notre administration et les droits des usagers**
- **S'opposer à cette gestion à court terme du personnel et des structures**
- **Répondre aux attentes des agents de la DDFIP 57 qui ne supportent plus ces suppressions et restructurations**

**ENSEMBLE, AGISSONS POUR L'EMPLOI A LA DGFIP**